

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 7 octobre 1983

La séance est ouverte à 11 heures.

● (1105)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LE CANADIEN NATIONAL

LES LICENCIEMENTS À LONDON (ONT.)

M. Jack Burghardt (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Madame le Président, CN Rail vient d'annoncer que ses effectifs de London, Ontario, seraient ramenés de 564 à 437 employés d'ici à 1987, soit 127 de moins. Si on tient compte des postes supprimés dans les services de camionnage du CN, London subira donc 233 pertes d'emplois au CN. La société ferroviaire attribue ces mises à pied à des «changements technologiques et opérationnels» ainsi qu'à ses efforts pour «instaurer diverses mesures d'efficacité».

Tout en sachant que CN Rail a conclu des ententes sur la sécurité d'emploi, de sorte que bon nombre des titulaires des postes supprimés seront mutés, partiront en préretraite et ne seront pas remplacés, il n'en reste pas moins qu'un grand nombre de citoyens de London vont perdre leur emploi. Il est inquiétant de constater que ceux qui cherchent à rationaliser une entreprise en centralisant la technologie en vue d'accroître la productivité et l'efficacité ne tiennent pas toujours compte des conséquences profondes de ces changements au plan humain pour les travailleurs et les niveaux d'emploi en général. J'espère vraiment que CN Rail prendra, en l'occurrence, ces conséquences au sérieux.

J'espère aussi qu'à l'avenir, quand des changements s'imposeront sous le rapport de la technologie, de l'organisation et des opérations, CN Rail cherchera à réduire le nombre des licenciements et répartira équitablement ses coupes sombres parmi le personnel de tous ses services.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LE STOCKAGE D'ARMES PAR L'UNION SOVIÉTIQUE

M. Gordon Taylor (Bow River): Écoutez bien, madame le Président! Samedi dernier, les médias ont annoncé que 500,000 Moscovites ont participé à une marche de la paix pour protester contre le déploiement de missiles américains en Europe. Quelle hypocrisie! Les pays signataires du Pacte de Varsovie ont fabriqué et testé un nombre incalculable de missiles depuis

quelques années. Par rapport aux forces de l'OTAN, y compris les États-Unis, ils ont actuellement trois fois plus de missiles mobiles sol-air, deux fois plus de divisions terrestres, trois fois plus de canons anti-avions, quatre fois plus de chars d'assaut, sans parler de leurs 7,500 avions conçus et équipés pour lancer des ogives nucléaires, ni de leur énorme flotte de sous-marins transporteurs d'engins balistiques.

Bien entendu, les chefs communistes ne révèlent pas ces faits au peuple russe, mais alors que l'OTAN et les États-Unis s'efforcent de mener à bien les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques et se sont engagés à négocier un accord équitable et vérifiable sur les armes nucléaires stratégiques, les communistes de Moscou construisent en cachette encore plus de missiles et de sous-marins et envoient leur cinquième colonne dans les pays occidentaux pour parler de paix.

Malgré cela, continuons à négocier avec les communistes en vue d'une réduction d'armes sur une base équitable, commune et vérifiable, mais ne leur laissons pas croire que nous ignorons leur objectif avoué, c'est-à-dire la domination du monde.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION ROYALE DE 1763

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Madame le Président, c'est aujourd'hui le deux cent-vingtième anniversaire de la Proclamation royale de 1763. Celle-ci, qui est l'un des documents constitutionnels les plus anciens du Canada, visait à reconnaître les droits fondamentaux des nations indiennes et stipulait que toutes négociations devaient se faire de gouvernement à gouvernement. L'esprit même de ce document a présidé à la signature de nombreux traités par lesquels on assurait à la population indienne qu'elle pourrait conserver son mode de vie traditionnel. Le non-respect de l'esprit de la Proclamation royale explique la méfiance absolue des Indiens à l'égard des gouvernements fédéral et provinciaux. Tous les Canadiens doivent s'appliquer à faire respecter l'esprit de la Proclamation royale de 1763.

Il faut changer radicalement l'orientation traditionnelle de la politique canadienne qui a mené à la désintégration de la vie indienne, à l'assimilation des Indiens et à la piètre situation socio-économique qui est aujourd'hui la leur. En ce deux cent-vingtième anniversaire de la Proclamation royale, tous les Canadiens devraient s'engager à veiller ensemble à ce que les nations indiennes occupent la place à laquelle elles ont droit dans la fédération canadienne.